

Badische Landesbibliothek Karlsruhe

Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe

Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1947

87 (14.7.1947)

JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE
 GOUVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION

Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland

Ordonnances, Arrêtés et Règlements, Décisions réglementaires
 Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations,
 Annonces légales

Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen
 Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen,
 Amtliche Bekanntmachungen

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information

Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration

Leitung, Redaktion, Verwaltung

Journal Officiel, 65 Lichtentaler Straße, Baden-Baden

Abonnement : 25 numéros, 10 Marks.
 Annonces légales : 90 pfg la ligne

Abonnement : 25 Blätter : 10 M.
 Amtliche Bekanntmachungen die Zeile 90 Pfg.

Pour toute réclamation joindre la dernière bande reçue

Jeder Reklamation ist das letzte Streifband beizufügen

SOMMAIRE

Pages

Lois, Ordres et Proclamations du Conseil de Contrôle en Allemagne.	
<i>Directive No 50</i> en date du 28 Avril 1947, Dévolution des Biens ayant appartenu aux organisations énumérées dans la proclamation No 2 du Conseil de Contrôle et la Loi No 2 du Conseil de Contrôle	867
Ordonnances, Arrêtés et Décisions du Commandement en Chef Français en Allemagne.	
<i>Ordonnance No 102</i> en date du 8 Juillet 1947, portant réorganisation des ressorts des Amtsgerichte et extension de la Compétence des Echevins	870
<i>Ordonnance No 103</i> en date du 11 Juillet 1947, portant amnistie	871
Annonces Légales	871

INHALT

Seite

Gesetze, Anordnungen und Proklamationen des Kontrollrats in Deutschland.	
<i>Directive No 50</i> vom 29. April 1947, Verfügung über Vermögenswerte, die den in der Kontrollratsproklamation Nr. 2 und im Kontrollratsgesetz Nr. 2 aufgeführten Organisationen gehört haben	867
Verordnungen, Verfügungen und Anordnungen des französischen Oberkommandos in Deutschland.	
<i>VERORDNUNG</i> Nr. 102, vom 8. Juli 1947, über die Neuorganisation der Amasbereiche der Amtsgerichte und die Ausdehnung der Zuständigkeit der Schöffen	870
<i>VERORDNUNG</i> Nr. 103, vom 11. Juli 1947, betreffend Amnestie	871
Amtliche Bekanntmachungen	871

Lois, ordres et proclamations du Conseil de Contrôle en Allemagne

DIRECTIVE No 50

Dévolution des biens ayant appartenu aux organisations énumérées dans la proclamation No 2 du Conseil de Contrôle et la Loi No 2 du Conseil de Contrôle

Vu, la Section 1 de la Proclamation No 2 et la Loi No 2 du Conseil de Contrôle

Le Conseil de Contrôle édicte ce qui suit :

ARTICLE I

Sous réserve des exceptions prévues à l'article IX de cette Directive, tous les biens situés en Allemagne de quelque nature qu'ils soient, ayant appartenu aux organisations nazies et aux formations

Gesetze, Anordnungen und Proklamationen des Kontrollrates in Deutschland

DIREKTIVE Nr. 50

Verfügung über Vermögenswerte, die den in der Kontrollratsproklamation Nr. 2 und im Kontrollratsgesetz Nr. 2 aufgeführten Organisation gehört haben.

Gemäß Kontrollratsproklamation Nr. 2, Abschnitt I und Kontrollratsgesetz Nr. 2 erläßt der Kontrollrat folgende Direktive :

ARTIKEL I

Ueber sämtliche in Deutschland befindlichen Vermögenswerte, die den in Abschnitt I der Kontrollratsproklamation Nr. 2 und in Artikel I des Kontrollratsgesetzes Nr. 2 und in dessen Anhang erwähnten nationalsozialistischen, militärischen und militärähnlichen Organisationen gehört haben, ist

militaires et paramilitaires énumérées à la Section I de la Proclamation No 2 du Conseil de Contrôle et à l'Article I, et à l'Annexe de la Loi No 2 du Conseil de Contrôle, seront dévolus ainsi qu'il est prévu dans la présente Directive.

ARTICLE II

1. — La propriété des biens (qui ne sont pas sujets à dévolution ou à emploi en vertu de l'Article VIII) ayant appartenu à un syndicat professionnel, une coopérative, une parti politique ou toute autre organisation démocratique, avant qu'ils ne deviennent la propriété de l'une quelconque des organisations visées à l'article I de la présente Directive, sera transférée à cet organisme pourvu qu'il soit autorisé et que son activité soit approuvée par le Commandant de zone intéressé.
2. — Si le droit de propriété ne peut être restitué parce qu'aucun organisme actuel ne s'identifie complètement avec celui qui était autrefois propriétaire des biens, ce droit de propriété sera dévolu à un nouvel organisme ou à des nouveaux organismes dont les buts sont reconnus par le Commandant de zone être analogues à ceux de l'ancien organisme.

ARTICLE III

Les biens qui ne sont pas sujets à dévolution ou à emploi en vertu de l'Article VIII et qui étaient précédemment affectés à des buts d'assistance, de charité, religieux ou humanitaires, doivent être dévolus ou employés de manière à respecter leur caractère primitif s'il est conforme aux principes démocratiques. A cet effet, les biens seront transférés à l'organisme ou aux organismes qui en étaient propriétaires ou à un nouvel organisme ou à des nouveaux organismes à condition que, dans cette seconde hypothèse, les buts et la raison d'être de ces organismes soient reconnus par le Commandant de zone être analogues à ceux de l'ancien organisme et conformes aux principes de démocratisation de l'Allemagne. A la discrétion du Commandant de zone, ils pourront encore être transférés aux Länder ou aux Provinces, tout en restant subordonnés aux mêmes conditions de dévolution ou d'utilisation.

ARTICLE IV

Les biens dévolus en vertu des Articles II et III ci-dessus, devront être transmis sans frais, toutefois, les Commandants de zone peuvent, à leur discrétion, exiger que l'organisme bénéficiaire soit tenu de payer ou de prendre à sa charge, en totalité ou en partie, les dettes ou toute plus-value des biens sur les mêmes bases qu'en matière de restitution de biens aux victimes de l'oppression nazie à l'intérieur de l'Allemagne.

ARTICLE V

1. — La propriété des biens qui ne sont sujets à dévolution ou à emploi en vertu de l'Article VIII ou sujets à restitution ou à transfert en vertu des Articles II et III ci-dessus ou qui n'ont pas été acceptés par les organismes cités dans les articles II et III ci-dessus, sera dévolue par le Commandant de zone, au nom de l'Autorité Alliée de Contrôle, au Gouvernement du Land ou de la Province dans lesquels les dits biens se trouvent.
2. — Le Gouvernement du Land ou de la Province peut détenir et utiliser lui-même des biens ou en transférer l'usage à un arrondissement (*Kreis* ou *Bezirk*) ou à une commune (*Gemeinde*) de sa circonscription. L'usage auquel le bien est affecté doit rentrer dans les attributions de l'usager et, dans l'opinion du Commandant de zone, ne doit pas constituer une utilisation impropre du bien.
3. — Le Gouvernement du Land ou de la Province où se trouvent les biens doit conformément à la présente Directive et aux instructions du Commandant de zone, vendre tous les biens qui n'auront pas été conservés ou utilisés conformément au paragraphe 2 de cet article. Le produit net de la vente doit être inscrit au budget du Land ou de la Province en question.
4. — Le Gouvernement du Land ou de la Province, qu'il détienne les biens ou qu'il les ait vendus ou transférés conformément aux dispositions du présent article, est responsable de l'emploi de ces biens qui ne doivent pas être utilisés à des fins que le Commandant de zone estime inopportunes.
5. — Le Land ou la Province qui reçoit un bien transféré en vertu des dispositions de cet article est tenu responsable jusqu'à concurrence de la valeur du bien dévolu, des charges et hypothèques spéciales qui le grèvent, qu'elles aient été contractées antérieurement ou non à la confiscation ordonnée par la Loi No 2 du Conseil de Contrôle.
6. — Le Land ou la Province sera éventuellement tenu responsable des dettes de toute organisation dont il reçoit les biens en vertu des dispositions du présent article à condition que le paiement de ces dettes soit admis d'après les principes qui

gemäß den Vorschriften dieser Direktive, vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels IX, zu verfügen.

ARTIKEL II

1. Das Eigentum an Vermögenswerten, die nicht der Verfügung oder dem Gebrauch gemäß Artikel VIII unterliegen und vor ihrer Uebertragung an eine der in Artikel I bezeichneten Organisationen einer Gewerkschaft, Genossenschaft, politischen Partei oder sonstigen demokratischen Organisation gehört haben, ist auf die betreffende Organisation zurückzuübertragen, vorausgesetzt, daß diese Organisation zugelassen und ihre Betätigung von dem zuständigen Zonenbefehlshaber genehmigt ist.

2. Falls eine Rückübertragung des Eigentums nicht möglich ist, weil keine gegenwärtig bestehende Organisation mit dem früheren Eigentümer völlig identisch ist, so ist das Eigentum an den Vermögenswerten einer oder mehreren neuen Organisationen zu übertragen, deren Ziele nach dem Dafürhalten des Zonenbefehlshabers denen der früheren Organisation ähnlich sind.

ARTIKEL III

Vermögenswerte, die nicht der Verfügung oder dem Gebrauch gemäß Artikel VIII unterliegen und die vordem Zwecken der Unterstützung, der Wohltätigkeit, religiösen oder humanitären Zwecken gedient haben, sind unter Wahrung ihrer ursprünglichen Zweckbestimmung zu verwenden oder zu gebrauchen, sofern dies demokratischen Grundsätzen entspricht; solche Vermögenswerte sind derjenigen Organisation oder denjenigen Organisationen, denen sie früher gehört haben, oder einer oder mehreren neuen Organisationen zu übertragen, im letzteren Falle unter der Voraussetzung, daß der Zonenbefehlshaber zu der Feststellung gelangt, daß die Bestrebungen und Ziele der neuen Organisation oder Organisationen denen der früheren Organisation ähnlich sind und sich mit den Grundsätzen der Demokratisierung Deutschlands in Uebereinstimmung befinden, oder sie sind unter den gleichen Bedingungen hinsichtlich Verfügung oder Gebrauch nach dem Ermessen des Zonenbefehlshabers den Ländern oder Provinzen zu übertragen.

ARTIKEL IV

Die Uebertragung von Vermögenswerten gemäß Artikel II und III erfolgt kostenfrei, indessen können die Zonenbefehlshaber nach ihrem Ermessen verlangen, daß der Erwerber die Schulden ganz oder teilweise bezahlt oder übernimmt und für jeden Wertzuwachs der Vermögenswerte Zahlung leistet oder Haftung übernimmt nach den gleichen Grundsätzen, die für Vermögenswerte gelten, die innerhalb Deutschlands der Rückerstattung an Opfer nationalsozialistischer Verfolgung unterliegen.

ARTIKEL V

1. Das Eigentum an Vermögenswerten, die weder der Verfügung oder dem Gebrauch gemäß Artikel VIII noch der Rückerstattung oder Uebertragung auf Grund der Bestimmungen der Artikel II und III dieser Direktive unterliegen, oder deren Erwerb von den in Artikel II und III bezeichneten Organisationen abgelehnt wird, ist durch den Zonenbefehlshaber im Namen der alliierten Kontrollbehörde der Regierung des Landes oder der Provinz zu übertragen, wo sich die Vermögenswerte befinden.

2. Die Regierung eines Landes oder einer Provinz kann die Vermögenswerte in eigener Verwaltung behalten und gebrauchen oder ihren Gebrauch an Kreise, Bezirke oder Gemeinden ihres Verwaltungsbereiches übertragen. Der Gebrauch der Vermögenswerte muß innerhalb des Aufgabenkreises des Berechtigten oder seines Rechtsnachfolgers liegen, und der Gebrauch darf nicht nach dem Dafürhalten des Zonenbefehlshabers ein unangemessener sein.

3. Die Regierung des Landes oder der Provinz, wo sich die Vermögenswerte befinden, hat gemäß dieser Direktive und gemäß den Anordnungen des Zonenbefehlshabers alle Vermögenswerte, die nicht gemäß Absatz 2 dieses Artikels verwaltet oder benutzt werden, zu verkaufen. Der Reinerlös derartiger Verkäufe muß im Haushaltsplan des betreffenden Landes oder der betreffenden Provinz erscheinen.

4. Die Regierung eines Landes oder einer Provinz bleibt ohne Rücksicht darauf, ob sie die Vermögenswerte gemäß den Bestimmungen dieses Artikels in eigener Verwaltung behält, überträgt oder verkauft, dafür verantwortlich, daß diese Vermögenswerte nicht für einen Zweck verwendet werden, den der Zonenbefehlshaber für ungeeignet erachtet.

5. Jegliche Haftung und Belastung, die auf den gemäß diesem Artikel übertragenen Vermögenswerten ruht, gleichviel, ob sie vor oder nach der Beschlagnahme des Vermögens auf Grund des Kontrollratgesetzes Nr. 2 entstanden ist, geht bis zu einem Betrage, der den Wert der übertragenen Vermögenswerte nicht übersteigt, auf den Erwerber, Land oder Provinz, über.

6. Länder oder Provinzen, die auf Grund dieses Artikels Vermögenswerte einer Organisation erwerben, haben eine beschränkte Haftung für deren Verbindlichkeiten, die nach den von der alliierten Kontrollbehörde zu erlassenden Grundsätzen als bestehend festgesetzt worden sind, zu übernehmen. Diese Haftung darf in keinem Falle den Wert des durch das Land oder die Provinz von der betreffenden Organisation erworbenen Vermögens übersteigen, wobei die darauf ruhenden Lasten in Anrechnung zu bringen sind. Die von dem Land oder der Provinz nach Maßgabe dieses Absatzes zu begleichenden Schulden dürfen nicht den Betrag übersteigen, der verbleibt,

seront établis par l'Autorité Alliée de Contrôle. Cette obligation ne dépassera jamais la valeur des biens reçus de ladite organisation par le Land ou la Province, compte-tenu des charges qui les grèvent.

Les dettes qui devront être payées par le Land ou la Province conformément à cet alinéa comprendront seulement le solde qui subsistera après que les autres fonds de l'organisation auront été employés pour le paiement de ces dettes. Le solde de ces dettes sera réparti entre tous les Länder et Provinces proportionnellement à la valeur des biens de ces organisations, reçus par chaque Land ou Province. Aucun paiement ne sera obligatoire tant que les Directives ultérieures n'auront pas été édictées par l'Autorité Alliée de Contrôle. En outre, aucune dette ne pourra être acquittée en violation des principes établis par l'Autorité Alliée de Contrôle, et en particulier, on ne pourra effectuer aucun paiement qui dédommagerait les personnes ayant soutenu le parti et le régime nazi.

ARTICLE VI

Les Commandants de zone, ou à Berlin, les Commandants de Secteur, doivent prendre des mesures en vue d'assurer la dévolution et l'emploi des biens conformément à la présente Directive.

ARTICLE VII

La propriété des biens, se trouvant à Berlin est dévolue aux circonscriptions administratives (*Verwaltungsbezirke*) et il ne sera disposé d'après les principes établis par la présente Directive pour les biens situés dans les autres parties de l'Allemagne. A cette fin, les pouvoirs donnés aux Commandants de zone seront exercés à Berlin par les Commandants respectifs de Secteur. Les attributions, les pouvoirs et les obligations appartenant, en cette matière au Gouvernement d'un Land ou d'une Province seront à Berlin, transmis aux circonscriptions administratives (*Verwaltungsbezirke*) correspondantes.

ARTICLE VIII

1. — Le Commandant de zone détruira les biens qui doivent être détruits comme potentiels de guerre, affectera aux réparations les biens qui doivent y être affectés, utilisera pour les besoins de l'occupation les biens destinés à cet usage et restituera :
 - a) — aux Gouvernements intéressés les biens sujets à restitution d'après la définition du terme „restitution“ donnée par l'Autorité Alliée de Contrôle,
 - b) — les biens des victimes des persécutions nazies, de la même manière que les biens similaires non compris parmi ceux des organismes visés à l'article I ci-dessus.
2. — Pour assurer l'exécution des dispositions de cet article, le Commandant de zone pourra à tout moment, annuler ou modifier toutes conventions ou toutes mesures concernant les biens dévolus conformément à cette Directive, s'il les estime incompatibles avec ses buts et son esprit.

ARTICLE IX

Les catégories suivantes de biens ne tombent pas sous le coup de la présente Directive :

1. — Valeur mobilière, comptes en espèces et créances monétaires des organisations visées à l'article I. Ces biens resteront bloqués jusqu'à décision ultérieure de l'Autorité Alliée de Contrôle.
2. — Biens ayant été autrefois la propriété de ressortissants ou organisations ennemis, autres qu'Allemands.
3. — Biens du Reich, y compris les biens des organisations du Reich visées à la Section I de la Proclamation No 2.
4. — Biens des Compagnies d'Assurances affiliées au Front Allemand du Travail (*Deutsche Arbeitsfront*).

ARTICLE X

La présente Directive entrera en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Berlin, le 28 Avril 1947.

Major Général Frank A. KEATING

Major Général N. C. D. BROWNJOHN
Pr. Lt.-Général B. G. ROBERTSON

Général de Division R. NOIRET

Colonel Général P. A. KOUROTSCHKIN

nachdem alle sonstigen Mittel der Organisation zur Tilgung der Schulden verwendet worden sind. Der so verbleibende Schuldbetrag ist auf alle Länder und Provinzen im Verhältnis zu dem Wert des Vermögens der betreffenden Organisation, welches jedes einzelne Land oder jede einzelne Provinz erhalten hat, zu verteilen. Die Erfüllung solcher Verbindlichkeiten kann vor dem Erlaß weiterer Anweisungen der alliierten Kontrollbehörde nicht verlangt werden; auch dürfen keine Schulden im Widerspruch zu den von der alliierten Kontrollbehörde festgelegten Grundsätzen beglichen werden, und insbesondere dürfen Schulden nicht bezahlt werden, wenn dies zu einer Entschädigung von Personen führen würde, die die nationalsozialistische Partei oder die nationalsozialistische Herrschaft unterstützt haben.

ARTIKEL VI

Den Zonenbefehlshabern, in Berlin den Sektorenbefehlshabern, obliegt es, die erforderlichen Maßnahmen zu treffen, um die Verfügung über Vermögenswerte sowie deren Gebrauch nach Maßgabe dieser Direktive zu sichern.

ARTIKEL VII

Das Eigentum an Vermögenswerten, die sich in Berlin befinden, ist den Verwaltungsbezirken zu übertragen; es ist über sie nach den obigen für das übrige Deutschland festgesetzten Grundsätzen zu verfügen. Zu diesem Zweck üben die zuständigen Sektorenbefehlshaber in Berlin die Befugnisse aus, die hinsichtlich von Vermögenswerten, die sich in anderen Teilen Deutschlands befinden, den Zonenbefehlshabern übertragen sind. Die Aufgaben, Befugnisse und Verbindlichkeiten der Landes- oder Provinzialregierungen hinsichtlich von Vermögenswerten in anderen Teilen Deutschlands fallen in Bezug auf die in Berlin befindlichen Vermögenswerte den betreffenden Verwaltungsbezirken zu.

ARTIKEL VIII

1. Die Zonenbefehlshaber sollen Vermögenswerte, die als Kriegspotential der Zerstörung unterliegen, vernichten; reparationspflichtige Vermögenswerte für Reparationszwecke bestimmen; Vermögenswerte, die für Besetzungszwecke bestimmt sind, für diese Zwecke verwenden; ferner sollen sie zurückerstatten:

- a) an die betreffende Regierung, die auf Grund der Bestimmung des Begriffes „Wiedergutmachung“ seitens der alliierten Kontrollbehörde rückerstattungspflichtigen Vermögenswerte,
- b) Vermögenswerte der Opfer nationalsozialistischer Verfolgung. Dabei ist in derselben Weise zu verfahren wie mit gleichartigen Vermögenswerten, die nicht Eigentum einer der in Artikel I dieser Direktive bezeichneten Organisationen sind.

2. Zum Zwecke der Verwirklichung der Ziele dieses Artikels können die Zonenbefehlshaber Rechtsgeschäfte oder Maßnahmen hinsichtlich der gemäß dieser Direktive übertragenen Vermögenswerte, die sie für unvereinbar mit dem Zweck und Inhalt dieser Direktive erachten, jederzeit aufheben oder abändern.

ARTIKEL IX

Den Vorschriften dieser Direktive unterliegen nicht die folgenden von Vermögenswerten:

- 1) Wertpapiere, Barguthaben und Geldforderungen der in Artikel I erwähnten Organisationen; diese Vermögenswerte bleiben bis zur weiteren Entscheidung der alliierten Kontrollbehörde gesperrt;
- 2) Vermögenswerte, die vordem Eigentum von feindlichen nicht-deutschen Staatsangehörigen oder Organisationen waren;
- 3) Vermögenswerte des deutschen Reiches, einschließlich der Vermögenswerte von Organisationen des Reiches, die in Abschnitt I der Proklamation Nr. 2 aufgeführt sind;
- 4) Vermögenswerte der der Deutschen Arbeitsfront angeschlossenen Versicherungsgesellschaften.

ARTIKEL X

Diese Direktive tritt mit dem Tage ihrer Unterzeichnung in Kraft.

Ausgefertigt in Berlin, den 29. April 1947

(Die in den drei offiziellen Sprachen abgefaßten Originaltexte dieser Direktive sind von F. A. KEATING, Generalmajor; N. C. D. BROWNJOHN, Generalmajor für B. H. ROBERTSON, Generalleutnant; P. NOIRET, Generalmajor; und P. A. KUROTSCHKIN, Generaloberst unterzeichnet.)

ORDONNANCES DU COMMANDANT EN CHEF

ORDONNANCE No 102

portant réorganisation des ressorts des Amtsgerichte et extension de la compétence des Échevins.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,

Sur la proposition de l'Administrateur Général Adjoint au Commandement en Chef pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Vu la proclamation No 2 du Conseil de Contrôle relative aux exigences additionnelles à imposer à l'Allemagne,

Vu la proclamation No 3 du Conseil de Contrôle relative aux principes fondamentaux de la réforme judiciaire,

Vu la Loi No 4 du Conseil de Contrôle relative à la réorganisation du système judiciaire allemand,

Vu l'Arrêté No 205 de Mr. l'Administrateur Général portant rétablissement des Échevins,

Le Comité Juridique entendu,

ORDONNE :

ART. 1er. — Les Gouvernements des Länder procéderont à une réduction du nombre des Amtsgerichte dans leurs pays respectifs en tenant compte de l'importance de la population et de l'activité judiciaire. Ils procéderont, dans les mêmes conditions, à une réduction du nombre des Amtsrichter.

ART. 2. — En exécution de cette mesure, plusieurs ressorts d'Amtsgerichte pourront être placés sous la juridiction d'un seul Amtsrichter.

ART. 3. — Des Échevins pourront être délégués par le Ministre de la Justice comme juges suppléants et pourront être placés pour l'assister aux cotés d'un Amtsgericht dont la fusion aura été ordonnée.

Ces Échevins devront toutefois réunir les conditions d'aptitude et de compétence juridique qui seront déterminées par les Gouvernements des Länder.

ART. 4. — Le statut de cette catégorie d'Échevins sera établi par les Gouvernements des Länder notamment en ce qui concerne la durée de leurs fonctions, les indemnités qu'ils percevront et les garanties disciplinaires qui leur seront reconnues.

ART. 5. — Dans les limites du ressort qui leur sera confié ou concurremment avec l'Amtsrichter auprès duquel ils seront placés, les Échevins suppléants des Amtsrichter exerceront une compétence propre qui sera fixée par les Gouvernements des Länder.

Ils seront en principe, juges conciliateurs dans toutes les affaires civiles de la compétence de l'Amtsgericht et dans les affaires pénales entre parties.

Ils pourront prononcer, à charge d'appel, dans toutes les affaires civiles et pénales dans la limite de la compétence qui leur sera reconnue.

Ils pourront, en outre, assurer, au lieu et place de l'Amtsrichter, et sous son contrôle, l'Administration de la juridiction gracieuse.

Toutes les décisions rendues par les juges échevins suppléants des Amtsrichter en matière civiles et pénales pourront être déférées à l'Amtsrichter jugeant seul par voie d'appel ou voie de recours.

ART. 6. — Chaque Amtsrichter exercera le contrôle hiérarchique sur les Échevins nommés juges suppléants dans son ressort.

ART. 7. — Les Länder prendront des règlements fixant les modalités d'exécution de la présente ordonnance.

ART. 8. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne et exécutée comme loi dans la Zone Française d'Occupation.

BADEN-BADEN, le 8 Juillet 1947

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG.

VERORDNUNGEN

VERORDNUNG Nr. 102

über die Neuorganisation der Amtsbereiche der Amtsgerichte und die Ausdehnung der Zuständigkeit der Schöffen.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt auf Vorschlag des Administrateur Général Adjoint au Commandement en Chef pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation unter Bezugnahme auf die Proklamation Nr. 2 des Kontrollrates über zusätzliche an Deutschland gestellte Forderungen,

die Proklamation Nr. 3 des Kontrollrates über die Grundsätze für die Umgestaltung der Rechtspflege,

das Gesetz Nr. 4 des Kontrollrates über die Umgestaltung des deutschen Gerichtswesens,

die Verfügung Nr. 205 des Administrateur Général über die Wiederherstellung der Schöffengerichte

und nach Anhörung des Comité Juridique folgende

VERORDNUNG :

Artikel 1. Die Länderregierungen haben eine Verminderung der Zahl der Amtsgerichte in ihren Ländern durchzuführen unter Berücksichtigung des Umlanges der Bevölkerung und der gerichtlichen Tätigkeit. Sie haben unter denselben Bedingungen eine Verminderung der Zahl der Amtsrichter vorzunehmen.

Artikel 2. In Durchführung dieser Maßnahme können mehrere Amtsgerichtsbezirke der Gerichtsbarkeit eines einzigen Amtsrichters unterstellt werden.

Artikel 3. Schöffen können durch den Justizminister zu Hilfsrichtern delegiert und bei einem Amtsgericht, dessen Zusammenlegung angeordnet worden ist, bestellt werden, um es zu unterstützen. Diese Schöffen müssen jedoch die Voraussetzungen der Eignung und der juristischen Betätigung erfüllen, die von den Länderregierungen bestimmt werden.

Artikel 4. Das Statut für diese Gruppe von Schöffen ist von den Länderregierungen aufzustellen, insbesondere was die Dauer ihrer Aufgaben, die Entschädigungen, die sie erhalten, und die ihrer Stellung zuerkannten Garantien angeht.

Artikel 5. Im Rahmen des ihnen übertragenen Aufgabenkreises oder in Zusammenarbeit mit dem Amtsrichter, dem sie beigeordnet sind, haben die zu Hilfsrichtern bestellten Schöffen eine eigene Zuständigkeit, die durch die Länderregierungen festzusetzen ist.

Sie sind grundsätzlich Vergleichsrichter in allen Zivilsachen, die zur Zuständigkeit des Amtsgerichts gehören, und in allen Privatklageverfahren. Sie können in allen Zivil- und Strafsachen im Rahmen der ihnen zuerkannten Zuständigkeit mit der Berufung anfechtbare Entscheidungen erlassen.

Sie können außerdem anstelle des Amtsrichters und unter seiner Kontrolle die Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit bearbeiten.

Alle von den Richterschöffen als Gehilfen des Amtsrichters in Zivil- und Strafsachen erlassenen Entscheidungen können vor den Amtsrichter gezogen werden, der allein im Wege der Berufung oder Beschwerde entscheidet.

Artikel 6. Jeder Amtsrichter übt die Dienstaufsicht über die zu Hilfsrichtern ernannten Schöffen seines Amtsbezirks aus.

Artikel 7. (Die Länder haben Bestimmungen zu erlassen, die die Einzelheiten der Durchführung dieser Verordnung festsetzen).

Die Länder haben Bestimmungen über die Einzelheiten der Durchführung dieser Verordnung zu erlassen.

Artikel 8. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und als Gesetz im französischen Besetzungsgebiet durchzuführen.

BADEN-BADEN, den 8. Juli 1947

Der Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

ORDONNANCE No 103

portant amnistie

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu l'Ordonnance No 1 du Commandement Suprême Interallié,

Vu l'Ordonnance No 1 en date du 28 Juillet 1945 maintenant en vigueur les ordonnances et règlements promulgués par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié,

Sur la proposition de l'Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Le Comité Juridique entendu,

ORDONNE :

ART. 1er. — Amnistie est accordée aux individus condamnés par les Tribunaux de Gouvernement Militaire de la SARRE ou faisant actuellement l'objet de poursuites devant ces mêmes juridictions pour "fausses déclarations sur Fragebogen" et appartenant aux catégories suivantes :

1. — Toutes les personnes qui, entrées au parti N. S. D. A. P. postérieurement au 1 Janvier 1935 mais inscrites rétroactivement à une date antérieure, se sont déclarées comme ayant adhéré en 1935;
2. — Toutes les personnes qui, ayant adhéré au parti nazi depuis 1935, ont par négligence coupable mais sans intention frauduleuse, indiqué une date d'inscription inexacte, à condition que l'écart entre la date déclarée et la date d'inscription au fichier du parti n'excède pas un an.

ART. 2. — La constatation ou l'appartenance aux catégories susvisées est confiée au Commissaire du Gouvernement près le Tribunal Intermédiaire de la Sarre.

ART. 3. — La présente Ordonnance sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne et exécuté comme loi dans la Zone Française d'Occupation.

BADEN-BADEN, le 11 Juillet 1947.

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG.

VERORDNUNG Nr. 103

betreffend Amnestie.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter Bezugnahme auf

Das Dekret vom 15. Juni 1945 über die Schaffung eines Commandement en Chef Français en Allemagne abgeändert durch das Dekret vom 18. Oktober 1945,

Die Verordnung Nr. 1 des Commandement Suprême Interallié,

Die Verordnung Nr. 1 vom 28. Juli 1945 über die Aufrechterhaltung der vom Commandement Suprême Interallié oder unter seiner Befehlsgewalt erlassenen Verordnungen und Vorschriften auf Vorschlag des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation und nach Anhörung des Comité Juridique

folgende

VERORDNUNG :

Artikel 1. Amnestie wird denen, die durch die Gerichte der Militärregierung des Saargebietes wegen falscher Angaben auf dem Fragebogen verurteilt worden sind oder die gegenwärtig Gegenstand von Strafverfolgungen vor den gleichen Gerichten aus demselben Grunde sind und die den folgenden Gruppen angehören:

1. Alle Personen, die, obwohl sie in die NSDAP erst nach dem 1. Januar 1935 eingetreten sind, aber rückwirkend mit einem früheren Datum eingetragen worden sind, erklärt haben, daß sie im Jahre 1935 der Partei beigetreten sind;
2. Alle Personen, die, obwohl sie der Nazi-Partei seit 1935 angehört haben, aus schuldhafter Nachlässigkeit, aber ohne böse Absicht ein ungenaues Eintrittsdatum angegeben haben, sofern die Zeitspanne zwischen dem angegebenen Datum und dem Einschreibungsdatum in der (im Parteiregister Parteikartei ein Jahr nicht übersteigt.

Artikel 2. Die Feststellung der Zugehörigkeit zu den oben erwähnten Gruppen wird dem Commissaire du Gouvernement beim Tribunal Intermédiaire des Saarlandes übertragen.

Artikel 3. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des Commandement en Chef Français en Allemagne zu veröffentlichen und als Gesetz im französischen Besetzungsgebiet durchzuführen.

BADEN-BADEN, den 11. Juli 1947

Der Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

Amtliche Bekanntmachungen

Aufgebot

Die Karl Hummel, Mechanikermeister Ehefrau Wilhelmine Johanna geb. Dorer in Furtwangen hat das Aufgebot folgender Urkunde beantragt: Grundschuldbrief des Grundbuchamtes Furtwangen über 3000,— Goldmark Grundschuld zu Gunsten der Gewerbebank Triberg e.G.m.b.H. (jetzt Volksbank Triberg), eingetragen im Grundbuch von Furtwangen Band 14, Heft 17 am 14. Juli 1930.

Der Inhaber der Urkunde wird aufgefordert, spätestens im Aufgebotstermin am Dienstag, den 16. September 1947, vorm. 9 Uhr vor dem Amtsgericht hier, 1. Stock, Zimmer 36, seine Rechte anzumelden und die Urkunde vorzulegen, andernfalls wird die Urkunde für kraftlos erklärt werden. (712)

Amtsgericht Donaueschingen.

Aufgebot

Die Witwe Luise Marschall in Ravensburg/Wttbg., Mauerstraße 6, hat das Aufgebot folgender Urkunde beantragt: Hypothekenbrief des Grundbuchamtes Blumberg über 5000,— RM. Hypothek für Darlehen, eingetragen im Grundbuch von Blumberg Band 9, Blatt 32 III. Abt. Lfd. Nr. 5 am 18. September 1942.

Der Inhaber der Urkunde wird aufgefordert, spätestens in dem auf Dienstag, den 16. September 1947, vorm. 9 Uhr vor dem Amtsgericht hier, 1. Stock, Zimmer 36 anberaumten Aufgebotstermin seine Rechte anzumelden und die Urkunde vorzulegen, andernfalls wird die Urkunde für kraftlos erklärt werden. (713)

Amtsgericht Donaueschingen.

Marktgenehmigung

Die Gemeinde Pleizhausen hat für die Zeit vom 1. Januar 1947 bis zum 31. Dezember 1956 weiterhin die Erlaubnis erhalten, je am 2. Mittwoch im März und am 3. Mittwoch im August einen Rindvieh- und Schweinemarkt abzuhalten.

Tübingen, den 4. Juli 1947. (714)

Landratsamt.

Amtsgericht Ehingen (Donau)

GR. II 1/47. — Beschluß vom 4. Juli 1947.

Der verschollene Kraftwagenführer Franz Wanner, geb. am 1. 10. 1877 in Munderkingen, zuletzt wohnhaft in den Vereinigten Staaten von Amerika wird für tot erklärt. Als Zeitpunkt des Todes wird der 31. Dezember 1917 festgestellt. (715)

4 F 4/47 Aufgebot

Die Anna Jäger, Ehefrau von Karl Jäger in Freinsheim hat beantragt, den verschollenen Karl Jäger, geb. 20. 4. 1901, Drogist, zuletzt Uffz. bei Flughafenbereich 2/XVII Prag, zuletzt wohnhaft in Freinsheim, für tot zu erklären und den Zeitpunkt des Todes gemäß § 1 Abs. 2 § 39 II des Gesetzes über die Verschollenheit und die Feststellung der Todeszeit v. 4. 7. 1939 — RGBl. I S. 1186 — festzustellen. Der Verschollene wird aufgefordert, sich spätestens im Aufgebotstermin am Freitag, 12. September 1947, 8.30 Uhr vor dem unterzeichneten Gericht, Zimmer 3, zu melden, widrigenfalls die Todeserklärung erfolgen wird. — An Alle, die Auskunft über Leben und Tod des Verschollenen zu erteilen vermögen, ergeht die Aufforderung, spätestens im Aufgebotstermin dem Gericht Anzeige zu machen.

Bad Dürkheim, den 12. Juni 1947. (716)

Das Amtsgericht.

Die am 4. 3. 1947 beim Notariat I in Rastatt stattgefundene Gesellschafterversammlung hat beschlossen: Das Stammkapital der Gesellschaft wird von RM. 100 000,— um RM. 80 000,— auf RM. 20 000,— herabgesetzt. Die Gesellschaft wird nach erfolgter Eintragung der Kapitalherabsetzung im Handelsregister den abgesetzten Betrag von RM. 80 000,— den Gesellschaftern zurückzahlen. Die Gläubiger werden hiermit aufgefordert, sich bei der Gesellschaft zu melden. (719)

Rastatt, den 4. 3. 1947.

Wort und Tat-Verlag GmbH, Rastatt
gez. Brosi, Geschäftsführer.

Deutsche Reichsbahn-Sterbekasse

Einladung

zu der am 13. August 1947, 10 Uhr, in München, Sitzungssaal der Reichsbahndirektion stattfindenden

außerordentlichen Hauptversammlung.

Tagesordnung:

1. Bericht über die Geschäftsentwicklung und Stand des Vereins.
 2. Entlastung des Vorstands u. des Aufsichtsrats.
 3. Abberufung des bisherigen Aufsichtsrates, Neuwahl des Aufsichtsrates und Festsetzung der Vergütung.
 4. Satzungsänderungen §§ 4, 5, 6, 7, 10 und 12
 5. Verschiedenes.
- Teilnahmeberechtigt sind die 1946/47 neu bestellten Mitgliedervertreter. (720)

Berlin-W 15 (Knesebeckstraße 59/61).

Deutsche Reichsbahn-Sterbekasse
Lebensversicherungsverein A.-G., Sitz Berlin
Der Vorstand:
gez. P. Beuche / gez. K. Völkel.

Spinnerei Atzenbach A.-G., Schopfheim

Bilanz per 31. Dezember 1946

Aktiva

Passiva

Aktiva			Passiva	
	RM.	RM.	RM	RM
I. Anlagevermögen:				
1. Bebaute Grundstücke				
a) Wohngebäuden				
Stand 1. 1. 1946	50 500.—			
Abschreibung 1946	10 452.—	40 048.—		
b) Fabrikgebäuden				
Stand 1. 1. 1946	133 329.—			
Abschreibung 1946	8 986.—	124 343.—		
		164 391.—		
2. Unbebaute Grundstücke		18 335.—		
3. Maschinen und masch. Anlagen				
Stand 1. 1. 1946	95 346.—			
Zugang 1946	18 578.56			
	113 924.56			
Abschreibung 1946	24 634.56	89 290.—		
4. Werkzeuge, Betriebs- und Geschäftsinventar		5.—		
5. Beteiligungen	102 333.—			
Abschreibung 1946	12 499.—	89 834.—	361 855.—	
II. Umlaufvermögen:				
1. Roh-, Hilfs- u. Betriebsstoffe	38 745.51			
2. Halbfertige Erzeugnisse	26 264.60			
3. Fertige Erzeugnisse	52 080.79	117 090.90		
4. Wertpapiere		258 175.—		
5. Geleistete Anzahlungen		2 490.—		
6. Forderungen auf Grund von Warenlieferungen und Leistungen		142 322.43		
7. Kassenbestand einschl. Reichsbank- und Postscheckguthaben		73 582.—		
8. Andere Bankguthaben		320 669.—		
9. Sonstige Forderungen		30 000.—	944 329.33	
III. Posten, die der Rechnungsabgrenzung dienen			5 622.—	
IV. Reinverlust				
Verlust in 1946		17 190.32		
/. Gewinn-Vortrag aus 1945		11 532.34	5 657.98	
			1 317 464.31	
				1 317 464.31

Aufwendungen

Gewinn- und Verlustrechnung per 31. Dezember 1946

Erträge

Aufwendungen		Erträge	
	RM		RM
1. Löhne und Gehälter	418 229,86	1. Gewinnvortrag	11 532,34
2. Soziale Abgaben	36 763,28	2. Jahresertrag	547 688,34
3. Abschreibungen auf Anlagen	56 571,56	3. Außerordentliche Erträge	27 222,50
4. Zinsen	1 087,33	4. Reinverlust	
5. Steuern vom Einkommen, vom Ertrag und vom Vermögen	78 849,13	Verlust in 1946	17 190,32
6. Beiträge an Berufsvertretungen	600,—	/. Gewinn-Vortrag aus 1945	11 532,34
	592 101,16		5 657,98
			592 101,16

Nach dem abschließenden Ergebnis unserer pflichtmäßigen Prüfung auf Grund der Bücher und der Schriften der Gesellschaft sowie der uns vom Vorstand erteilten Aufklärungen und Nachweise entsprechen die Buchführung, der Jahresabschluß und der Geschäftsbericht, soweit er den Jahresabschluß erläutert, den gesetzlichen Vorschriften.

Freiburg, im März 1947.

Wirtschaftsprüfer A. Kerkermeier.
Wirtschaftsprüfer Dr. J. K. Hecht.

Dem Aufsichtsrat gehören folgende Herren an: Dr. Gerhard Römer, Freiburg, Vorsitz; Franz Neusch, Fabrikant, Kenzingen, stellvertr. Vorsitz; Otto Krafft, Gutsbesitzer, Auggen; Moriz Mez, Fabrikdirektor, Zell i. W.; Eugen Himmsbach, Fabrikdirektor, Säckingen; Walter Nestel, Fabrikdirektor, Augsburg.
Vorstand: Eugen Ott, Schopfheim; Carl Wuermeling, Atzenbach
seit Januar 1943 im Felde vermißt.

Schopfheim, den 30. Juni 1947.

Der Vorstand.

Imprimerie Nationale 8747 — J. 2046 (RH)

BAD. GEB. VERS. ANS
Eing. 17. JUL. 1947